

ANNEXE C5 - INFORMATIONS A JOINDRE EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS ET DE CONTRATS DE CONCESSION

I. Informations relatives à l'application des règles de compétence en ce qui concerne les marchés publics et les contrats de concession prévues aux articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale

1) En 2025, l'article 234 de la Nouvelle Loi communale était formulé comme suit :

« Art. 234. § 1er. Le conseil communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et en fixe les conditions.

§ 2. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins peut, d'initiative, exercer le pouvoir visé au premier paragraphe. Sa décision est communiquée au conseil communal qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins est habilité à exercer le pouvoir visé au premier paragraphe pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 143.000 euros Dans ce cas, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins lors de sa prochaine séance.

Le Gouvernement peut modifier le montant prévu à l'alinéa 1er à la suite d'une révision des montants fixés en application de l'article 42, § 1er, 1°, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

§ 4. Le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les dépenses relevant du budget ordinaire.

La délégation visée à l'alinéa 1er est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

§ 5. Le conseil communal peut déléguer le pouvoir visé au premier paragraphe au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu.

La délégation visée à l'alinéa 1er est limitée aux marchés publics visés à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics. »

Informations demandées :

- **Article 234, § 2 :**

La liste des actes pris sur cette base par lesquels, en cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le collège des bourgmestre et échevins a exercé, d'initiative, le pouvoir visé à l'article 234, § 1^{er}.

- **Article 234, § 3 :**

La liste des actes pris par le collège des bourgmestre et échevins sur cette base.

- **Article 234, § 4 :**

- a. La liste des actes du conseil communal accordant une délégation au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) « pour les dépenses relevant du budget ordinaire ».
- b. La liste des actes pris par l'organe ou les personnes précité(es) sur base de la délégation précitée.

- **Article 234, § 5 :**

- a. La liste des actes du conseil communal accordant une délégation au collège des bourgmestre et échevins, au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) « pour les marchés fondés sur un accord-cadre conclu ».
- b. La liste des actes pris par l'organe ou les personnes précité(es) sur base de la délégation précitée.

- 2) Conformément à l'article 234bis de la Nouvelle Loi communale, les conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être modifiées par le collège des bourgmestre et échevins dans le cadre des négociations ou du dialogue menés avec les opérateurs économiques. Lors de sa prochaine séance, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Informations demandées :

Une question thématique est posée à ce sujet (voir partie III).

- 3) En 2025, l'article 236 de la Nouvelle Loi communale était formulé comme suit :

*« Art. 236. § 1er. Le collège des bourgmestre et échevins engage la procédure.
§ 2. Le collège des bourgmestre et échevins prend toutes les décisions nécessaires jusqu'au terme de la procédure de passation.
§ 3. Le collège des bourgmestre et échevins assure le suivi de l'exécution et prend toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution.
Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, lorsque la réglementation relative aux marchés publics et aux contrats de concession autorise ces modifications sans nouvelles procédures de passation.
§ 4. Le collège des bourgmestre et échevins peut déléguer son pouvoir visé au paragraphe 3 du présent article au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), à l'exception du pouvoir relatif à la modification du marché public ou du contrat de concession en cours d'exécution. Le collège des bourgmestre et échevins est informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation sur une base trimestrielle.*

§ 5. En cas d'urgence impérieuse résultant d'événements imprévisibles, le bourgmestre (ou son remplaçant) et le secrétaire communal (ou son remplaçant) peuvent, d'initiative, exercer conjointement le pouvoir visé au paragraphe 3 du présent article. Leur décision est communiquée au collège des bourgmestre et échevins qui en prend acte lors de sa prochaine séance.

§ 6. En cas de délégation de compétence du conseil communal au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s), conformément à l'article 234, paragraphe 4, alinéa 2, et paragraphe 5, alinéa 2, le pouvoir du collège des bourgmestre et échevins visé aux paragraphes 1er à 3 du présent article est exercé par le secrétaire communal ou le fonctionnaire nommément désigné.»

Informations demandées :

Une question thématique est posée à ce sujet (voir partie III).

II. Informations relatives aux marchés publics et accords-cadres conclus et en cours d'exécution au cours de l'exercice du compte

- La liste de tous les marchés publics de travaux, de fournitures et de services et de tous les accords-cadres conclus durant l'exercice couvert par le compte ainsi que la liste de tous les marchés publics en cours d'exécution durant cet exercice. Ne doivent pas être repris dans ces listes les marchés publics pour lesquels il a été fait appel à une centrale d'achat.

Pour chaque marché public et accord-cadre précité, les éléments suivants doivent être mentionnés : l'objet, la référence interne, l'adjudicataire ou le(s) participant(s) à l'accord-cadre, la référence de la décision d'attribution (par ex. 001/01.02.2025/A/1234), le montant de l'attribution, le montant initial de l'engagement, la date de la conclusion, le délai d'exécution.

Pour chaque marché public conjoint occasionnel, la commune doit transmettre les informations complémentaires suivantes : les autres pouvoirs adjudicateurs concernés et le pouvoir adjudicateur en charge de la procédure de passation.

Pour chaque marché subséquent à un accord-cadre conclu, il est également demandé de compléter la liste des éléments à mentionner ci-dessus par les renseignements complémentaires suivants : la référence interne ou la référence de la décision d'attribution de l'accord-cadre et l'adjudicataire.

Dans les listes précitées, chaque marché public et accord-cadre sera repris **dans une des catégories** suivantes :

- les marchés publics de faible montant au sens de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Ne sont pas visés ici les marchés publics dont l'estimation HTVA est inférieure à 30.000 euros pour lesquels il a été fait appel à une centrale d'achat au sens de l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ni les marchés subséquents à un accord-cadre conclu.

- les marchés publics qui ont été passés par procédure négociée sans publication préalable au sens de l'article 42 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, à subdiviser par cas d'application.
- les « marchés publics conjoints occasionnels » au sens de l'article 48 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.
- les accords-cadres et marchés subséquents à un accord-cadre conclu (sans recours à une centrale d'achat). Ces derniers marchés doivent être regroupés par accord-cadre concerné (cela peut se faire par exemple dans un tableau Excel ou équivalent).
- les autres marchés publics.

- La **liste des marchés publics et accords-cadres qui ont été modifiés durant l'exercice du compte**, avec mention des données suivantes : la référence de la décision d'attribution, le montant de l'attribution, la référence de l'acte modificatif, la disposition légale qui justifie (motivation en droit) la modification en cours d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre en question, le montant du marché public ou de l'accord-cadre après la modification. Dans la mesure du possible, il sera fourni un historique des différentes décisions de modification durant l'exécution, regroupées par marchés public ou accord-cadre concerné.
- La **liste des marchés publics pour lesquels il a été fait appel à une centrale d'achat** au sens de l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, avec mention de la référence des actes y relatifs, regroupés par centrale d'achat.
- Enfin, la **liste des marchés publics exclus visés aux articles 28 à 34 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics**, avec mention de la référence des actes y relatifs, à subdiviser par cas d'application.

Les listes précitées ainsi que, le cas échéant, une copie des actes visés par ces listes et de leurs annexes ou les dossiers complets relatifs à ces actes devront uniquement être transmis à la demande.

En vue de fournir les informations ci-dessus, l'administration régionale fournira un tableau général que la commune sera libre d'utiliser ou non et qui lui permettra de mieux structurer les informations demandées. Par ailleurs, la commune peut partir des informations qu'elle a publiées sur un site web en application de l'article 6, 4°, du décret et de l'ordonnance conjoints de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission communautaire commune et la Commission communautaire française du 16 mai 2019 relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, complétés par la circulaire du 16 décembre 2021 précisant les modalités de publication en open data des inventaires des marchés publics et des subventions par les autorités bruxelloises visés par les décret et ordonnance conjoints du 16 mai 2019.

Il est aussi permis à la commune de compléter ces inventaires en prévoyant des tableaux et colonnes complémentaires reprenant les informations demandées ci-dessus et de renvoyer dans sa réponse à l'adresse internet où ces informations peuvent être consultées librement.

III. Questions thématiques

- Conformément à l'article 234bis de la Nouvelle Loi communale, les **conditions d'un marché public ou d'un contrat de concession** fixées par le conseil communal et faisant l'objet d'une procédure de passation impliquant la possibilité de mener une ou plusieurs phases de négociation ou un dialogue, peuvent être **modifiées** par le collège des bourgmestre et échevins **dans le cadre des négociations ou du dialogue** menés avec les opérateurs économiques. Lors de sa prochaine séance, le conseil communal est informé de la décision du collège des bourgmestre et échevins.

Quels mécanismes de contrôle ont été mis en place au sein de la commune pour assurer le respect des dispositions de cet article ?

- Conformément à l'article 236, § 4, de la Nouvelle Loi communale, **le collège** des bourgmestre et échevins **peut déléguer** au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) **sa compétence** visée au paragraphe 3 du même article (**assurer le suivi de l'exécution et prendre toutes les décisions nécessaires dans le cadre de l'exécution**, à l'exception du pouvoir relatif à la modification du marché public ou du contrat de concession en cours d'exécution). Le collège des bourgmestre et échevins est informé des décisions prises dans le cadre de cette délégation sur une base trimestrielle.

Au sein de la commune, est-il fait usage de cette possibilité de délégation au secrétaire communal ou à un ou plusieurs fonctionnaire(s) nommément désigné(s) ? Le cas échéant, comment cette disposition est-elle appliquée en pratique pour faciliter le suivi de l'exécution des marchés publics communaux ?

A-t-on fait le choix d'une délégation générale pour le suivi de l'exécution de tous les marchés publics et/ou une décision de délégation est-elle prise pour le suivi de l'exécution de marchés publics spécifiques ?

- Les **marchés publics de faible montant** (dont l'estimation est inférieure à 30.000 euros HTVA) sont soumis à peu de règles formelles dans la réglementation (cf. article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et article 124 de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques). Toutefois l'**obligation de mise en concurrence** doit être respectée et la preuve de ce respect doit pouvoir être apportée.

Quelle est la méthode suivie au sein de la commune ?

Des directives formelles internes ont-elles été émises ?

- A quelles centrales d'achat (actives durant l'exercice contrôlé) au sens de l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics la commune a-t-elle adhéré ?

Pour chaque centrale d'achat, la commune doit mentionner le nom de la centrale d'achat et la référence de la décision formelle d'adhésion.

Pour quels marchés publics et/ou accords-cadres, y compris les marchés subséquents à ces accords-cadres, la commune a-t-elle fait appel à une centrale d'achat durant l'exercice contrôlé ?

La commune doit en dresser la liste par centrale d'achat, complétée avec les éléments suivants : objet du marché (public) ou de l'accord-cadre, référence, durée de validité, limitations éventuelles par adjudicateur (valeur/quantité) annoncées par la centrale d'achat.

- Comment est – quand d'application - organisée la gestion des cautionnements constitués dans le cadre de l'exécution des marchés publics au sein de la commune ?

Y a-t-il des instructions spécifiques à ce sujet et qui se charge de la libération des cautionnements ?

L'article 25 relatif au cautionnement de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics dispose :

- Le cautionnement est facultatif pour l'adjudicateur, sauf pour les marchés publics et les accords-cadres dont le montant du marché est inférieur à 50.000 euros, hors TVA, pour lesquels il ne peut pas être exigé. En outre, ce n'est que si l'adjudicateur exige un cautionnement conformément à l'article 25 que les articles 26 à 33 de l'arrêté royal précité s'appliquent également.
- Le cautionnement exigé peut être inférieur à 5% de la valeur du marché, sans que cela ne constitue une dérogation aux règles générales d'exécution ; une disposition à cet effet dans le cahier des charges suffit.
- Pour les accords-cadres, lorsque l'adjudicateur prévoit dans le cahier des charges un cautionnement global pour l'accord-cadre, le montant de ce cautionnement global est en principe fixé à 3% du montant estimé de l'accord-cadre, mais un pourcentage inférieur peut être fixé à condition qu'une disposition soit prévue à cet effet dans le cahier des charges.

L'article 33 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 précité est également modifié :

- En accordant la réception provisoire et/ou définitive, l'adjudicateur doit libérer la moitié ou la totalité du cautionnement conformément aux articles 93, 133, 144 et 158, sans que l'adjudicataire n'en demande la libération.

En outre, conformément à l'article 33/1 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 susmentionné, les adjudicateurs doivent remplir dans un formulaire électronique séparé les champs relatifs au cautionnement, en indiquant si un cautionnement est exigé et pour quel montant. Ce formulaire doit être rempli à la suite de l'avis d'attribution de marché visé aux articles 62, alinéa 1^{er}, et 143, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou à la suite de l'avis d'attribution simplifié visé aux articles 62, alinéa 2, et 143, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi précitée.

Cette obligation est-elle systématiquement respectée par la commune ?

Enfin, la commune connaît-elle l'application e-DEPO du SPF Finances ? Le cas échéant, comment les rôles sont-ils répartis pour l'utilisation de cette application dans la commune ?

- Comme exposé dans l'annexe C5 de la circulaire relative à la clôture des comptes communaux 2024, la **facturation électronique** est, depuis le 1er mars 2024, **obligatoire** — sauf exceptions légales — pour les marchés publics et les concessions dont la valeur estimée est supérieure à 3.000 euros hors TVA et dont l'invitation à introduire une offre est lancée à partir de cette date ou dont la commande est envoyée à partir de cette date, à défaut d'une invitation à introduire une offre, conformément à l'arrêté royal du 4 septembre 2023 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et l'arrêté royal du 9 mars 2022 fixant les modalités relatives à l'obligation pour les opérateurs économiques en matière de facturation électronique dans le cadre des marchés publics et des contrats de concession (Moniteur Belge du 21 septembre 2023).

Le cas échéant, quelles difficultés la commune a-t-elle rencontrées ou continue-t-elle de rencontrer pour accepter et traiter les factures électroniques ?

- Dans l'annexe C5 précitée, il avait déjà été longuement fait référence à la loi du 22 décembre 2023 modifiant la réglementation relative aux marchés publics en vue de promouvoir l'accès des PME auxdits marchés (Moniteur belge du 8 janvier 2024). Cette loi a **introduit un certain nombre de mesures pour faciliter l'accès des PME aux marchés publics, à savoir** la possibilité et, dans certains cas, l'obligation d'accorder des avances, d'informer chaque soumissionnaire de sa **place individuelle dans le classement provisoire** immédiatement après l'ouverture des offres et d'accorder une indemnité de soumission sous certaines conditions. Ces dispositions se trouvent aux articles 12/1 à 12/8 (avances), 12/9 (indemnité de soumission) et à l'article 13 (communication du classement provisoire) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

De plus, afin d'aligner la législation belge sur les normes européennes afin d'améliorer l'accès des PME grâce à un paiement plus rapide, l'arrêté royal du 12 août 2024 modifiant l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics, en ce qui concerne les règles de paiement a introduit **la règle générale du délai de traitement unique de 30 jours au cours duquel les opérations de vérification et de paiement doivent être effectuées** (voir Moniteur belge du 16 septembre 2024). À cet effet, les dispositions des articles 95, 127 et 160 (concernant respectivement les marchés publics de travaux, de fournitures et de services) dudit arrêté royal du 14 janvier 2013 ont été modifiées

Ces dispositions visant à encourager la participation des PME aux marchés publics sont-elles systématiquement respectées par la commune ?

Quelles dispositions spécifiques la commune a-t-elle insérées dans les documents du marché pour déterminer, le cas échéant, le statut de PME de l'adjudicataire?

Le formulaire électronique obligatoire susmentionné concernant l'octroi des avances, l'indemnité de soumission et l'application du délai de traitement, est-il complété systématiquement lorsque le pouvoir adjudicateur publie un avis d'attribution de marché ou un avis d'attribution simplifié (voir respectivement les art. 12/7, art. 12/9 et art. 66/1 de la loi susmentionnée du 17 juin 2016)?

Dans quels marchés publics de la commune, attribués au cours de l'exercice budgétaire 2025, une indemnité de soumission a-t-elle été octroyée et comment son montant a-t-il été déterminé par la commune ?

Quels sont les problèmes rencontrés dans l'application de ces nouvelles dispositions?

- **En cas de retard de paiement**, l'adjudicataire a droit, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'un intérêt au prorata du nombre de jours de retard, conformément à l'article 69, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics (i.e. pour les marchés publics conclus à partir du 16 mars 2013). Par ailleurs, en application du paragraphe 2 de ce même article, si un intérêt de retard est dû conformément au paragraphe 1^{er}, l'adjudicataire a droit au paiement, de plein droit et sans mise en demeure, d'une indemnité forfaitaire de quarante euros pour les frais de recouvrement.

Ces indemnisations (intérêt + indemnité forfaitaire) sont-elles toujours payées en cas de retard de paiement ?

Des consignes spécifiques ont-elles été données aux services internes pour éviter de telles situations ?

- Comme déjà mentionné dans l'annexe C5 précitée, la loi du 8 février 2023 modifiant la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et la loi du 17 juin 2016 relative aux contrats de concession portant sur la **gouvernance** (voir Moniteur belge du 16 février 2023) a modifié les règles relatives à la gouvernance afin de faciliter le monitoring et la collecte de données relative aux marchés publics, principalement en ce qui concerne les marchés publics inférieurs aux seuils de publication européenne.

Cette loi a également rendu obligatoire le **recours à des moyens de communication électroniques** à tous les stades de la procédure de passation pour les marchés publics passés par procédure négociée sans publication préalable ou sans mise en concurrence préalable et dont la valeur estimée est inférieure aux seuils de la publication européenne, à l'exception des marchés de faible montant.

En outre, pour les marchés publics et les accords-cadres dont la valeur estimée est inférieure aux seuils de publicité européenne, à l'exception des marchés de faible montant, la publication d'un **avis d'attribution de marché simplifié** a été rendue obligatoire. Cet avis contient les résultats de la procédure de passation de ces marchés publics et accords-cadres et est transmis dans les trente jours suivant leur conclusion. Cette disposition ne s'applique pas aux marchés de faible montant.

De plus, en vertu de cette loi, les pouvoirs adjudicateurs sont, **depuis le 1^{er} janvier 2025**, tenus de transmettre chaque année, au plus tard le 15 février, au **point de référence** visé à l'article 163, § 2, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, une **déclaration** portant sur deux types d'informations, à savoir :

- en application des articles 62, §3, et 143, § 2, 2^{ième} alinéa, de la loi du 17 juin 2016 susmentionnée : **la valeur totale des marchés attribués sur la base de ces accords-cadres au cours de l'année précédente** conformément à l'article 43 de cette loi ;
- en application des articles 92, alinéa 1^{er}, 3°, 162 alinéa 1^{er}, 3°, et 165, §2, de la loi du 17 juin 2016 précitée: **la valeur totale des marchés de faible montant conclus l'année précédente**, à l'exception des marchés dont la valeur du montant d'attribution est inférieure à 3.000 euros, hors TVA.

Pour chaque type d'information, une ventilation doit être opérée par entreprise bénéficiaire selon qu'il s'agisse de travaux, de fournitures ou de services.

Important : Seuls les **acheteurs disposant du rôle de rapporteur de données** sur cette plateforme recevront un email, et jusqu'à trois rappels (selon le cas), au cours de la période du 1^{er} janvier au 15 février, les invitant à compléter et à finaliser le rapport contenant les informations précitées pour leur organisation. Pour les pouvoirs adjudicateurs n'ayant pas encore désigné de rapporteur de données en leur sein, un rappel relatif à cette obligation de désignation a été envoyé à leur **gestionnaire d'organisation**.

Quelles lignes directrices internes ont été émises pour garantir que les obligations susmentionnées concernant l'utilisation de moyens électroniques soient respectées à tous les stades de la procédure de passation ?

Comment, au sein de la commune, est assuré le contrôle du respect des obligations de publication de l'avis d'attribution de marché (simplifié) des marchés publics et des accords-cadres, ainsi que de la publication de l'avis de la décision de non-attribution en cas de non-attribution ou non-conclusion du marché via le modèle d'avis d'attribution de marché ou l'avis simplifié d'attribution de marché, selon le cas, ou le cas où le pouvoir adjudicateur souhaite recommencer la procédure via l'avis d'attribution de marché simplifié ?

Quand le pouvoir local a-t-il désigné un rapporteur de données au sein de l'organisation? Quelle est la référence de la décision prise à cet effet ? A défaut, quand compte-t-il en désigner un ?

Il est en outre demandé qu'une copie de la déclaration précitée relative à la valeur totale des marchés qui ont été attribués au cours de l'exercice précédent sur la base d'accords-cadres, ainsi qu'à la valeur totale des marchés de faible montant, et qui a été transmise (au plus tard le 15 février 2025) par le rapporteur des données au Point de contact, soit jointe à la présente réponse.

- L'article 263undecies de la Nouvelle Loi communale charge les communes du **contrôle interne** sur leurs activités.

Comment ce contrôle interne est-il concrètement organisé au sein de la commune ?

Veillez mentionner la référence complète de la décision par laquelle le conseil communal approuve le cadre général du système de contrôle interne.

Quelles mesures spécifiques sont prises dans le cadre de ce système de contrôle pour garantir le respect des lois et procédures en matière de marchés publics et pour les paiements y relatifs ?

Quels changements ou évolutions sont intervenus à ce propos durant l'année écoulée ?

Si la commune a déjà transmis une réponse à ces questions à l'occasion de la réponse à l'annexe C5 du compte précédent, sa réponse peut se limiter à la dernière question (Quels changements ou évolutions sont intervenus à ce propos durant l'année écoulée?).

- Enfin, dans le cadre de la professionnalisation du métier d'acheteur public et eu égard aux évolutions permanente de la loi et de la jurisprudence en la matière, quelles initiatives la commune a-t-elle prises en matière de préparation et de formation pour garantir la formation continue des agents en charge des marchés publics ?

BIJLAGE C5 - BIJ TE VOEGEN INFORMATIE AANGAANDE OVERHEIDSOPDRACHTEN EN CONCESSIEOVEREENKOMSTEN

I. Informatie m.b.t. de toepassing van de bevoegdheidsregels inzake overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten vastgelegd in de artikelen 234 t.e.m. 236 van de Nieuwe Gemeentewet

- 1) In 2025 luidde artikel 234 van de Nieuwe Gemeentewet als volgt

Art. 234. § 1. De gemeenteraad kiest de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund en stelt de voorwaarden ervan vast.

§ 2. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kan het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief, de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uitoefenen. Zijn beslissing wordt medegedeeld aan de gemeenteraad die er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen is gemachtigd de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief btw geraamd wordt op minder dan 143.000 euro. In dat geval wordt de gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

De Regering kan het in het eerste lid bepaalde bedrag wijzigen ingevolge een herziening van de bedragen die in toepassing van artikel 42, § 1, 1°, a), van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten zijn vastgesteld.

§ 4. De gemeenteraad kan de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting.

De overdracht bedoeld in het eerste lid is beperkt tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

§ 5. De gemeenteraad kan de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid overdragen aan het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst.

De overdracht zoals bedoeld in het eerste lid is beperkt tot de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.”

Gevraagde informatie:

- Artikel 234, § 2:

De lijst van akten genomen op deze basis waarbij in gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, het college van burgemeester en schepenen, op eigen initiatief, de in artikel 234, § 1, bedoelde bevoegdheid heeft uitgeoefend.

- **Artikel 234, § 3:**

De lijst van akten die op deze basis werden genomen door het college van burgemeester en schepenen

- **Artikel 234, § 4:**

a. De lijst van de akten waarbij de gemeenteraad een delegatie heeft verleend aan *het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en) 'voor de uitgaven die vallen onder de gewone begroting'*.

b. De lijst van akten die door voormeld orgaan of personen werden genomen op basis van de voormelde verleende delegatie.

- **Artikel 234, § 5:**

a. De lijst van de akten waarbij de gemeenteraad een delegatie heeft verleend aan *het college van burgemeester en schepenen, aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en) 'voor de opdrachten op grond van een gesloten raamovereenkomst'*.

b. De lijst van akten die door voormeld orgaan of personen werden genomen op basis van de voormelde verleende delegatie.

- 2) Overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet mogen de voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een plaatsingsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfases of een dialoog te voeren, door het college van burgemeester en schepenen gewijzigd worden tijdens de met de economische operatoren gevoerde onderhandelingen of dialoog. Op zijn eerstvolgende vergadering wordt de gemeenteraad in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Gevraagde informatie:

Een thematische vraag wordt hieromtrent gesteld (zie deel III).

- 3) In 2025 luidde het artikel 236 van de Nieuwe Gemeentewet als volgt:

“Art. 236. § 1. Het college van burgemeester en schepenen stelt de procedure in.

§ 2. Het college van burgemeester en schepenen neemt alle nodige beslissingen tot het einde van de plaatsingsprocedure.

§ 3. Het college van burgemeester en schepenen volgt de uitvoering op en neemt alle beslissingen die met het oog op de uitvoering nodig zijn.

Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht wanneer de regelgeving inzake overheidsopdrachten en

inzake concessieovereenkomsten wijzigingen zonder nieuwe plaatsingsprocedures toelaten.

§ 4. Het college van burgemeester en schepenen kan zijn bevoegdheid bedoeld in paragraaf 3 van dit artikel overdragen aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), behalve de bevoegdheid voor het wijzigen van de overheidsopdracht of van de concessieovereenkomst in uitvoering. Het college van burgemeester en schepenen wordt elk kwartaal in kennis gesteld van de beslissingen die in het kader van die overdracht genomen worden.

§ 5. In gevallen van dringende noodzakelijkheid die voortvloeien uit niet te voorziene omstandigheden, kunnen de burgemeester (of diens vervanger) en de gemeentesecretaris (of diens vervanger), op eigen initiatief, gezamenlijk de in de derde paragraaf van dit artikel bedoelde bevoegdheid uitoefenen. Hun beslissing wordt medegedeeld aan het college van burgemeester en schepenen dat er op zijn eerstvolgende vergadering akte van neemt.

§ 6. Wanneer de gemeenteraad overeenkomstig artikel 234, paragraaf 4, tweede lid, en paragraaf 5, tweede lid, een bevoegdheid overdraagt aan de gemeentesecretaris of aan één of meerdere bij naam aangewezen ambtena(a)r(en), wordt de bevoegdheid van het college van burgemeester en schepenen bedoeld in de paragrafen 1 tot 3 van dit artikel uitgeoefend door de gemeentesecretaris of de bij naam aangewezen ambtenaar.”

Gevraagde informatie:

Een thematische vraag wordt hieromtrent gesteld (zie deel III).

II. Informatie betreffende de overheidsopdrachten en raamovereenkomsten die gegund en lopende waren tijdens het dienstjaar van de rekening

- De lijst van alle overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten en alle raamovereenkomsten die werden gesloten in het dienstjaar van de jaarrekening evenals de lijst van alle overheidsopdrachten waarvan de uitvoering lopende was tijdens het dienstjaar. In die lijsten moeten de overheidsopdrachten waarvoor een beroep aan een aankoopcentrale werd gedaan, niet hernomen worden.

Voor elk van bovenvermelde overheidsopdrachten en raamovereenkomsten moeten de volgende elementen vermeld worden: het voorwerp, de interne referentie, de opdrachtnemer of de deelnemer(s) aan de raamovereenkomst, de referentie van de gunningsbeslissing (bv. 001/01.02.2025/A/1234) , het gunningsbedrag, het initieel vastgelegde bedrag, de datum van de afsluiting, de uitvoeringstermijn.

Voor elke 'occasionele gezamenlijke overheidsopdracht' moet de gemeente de volgende bijkomende informatie doorgeven: de betrokkene aanbestedende overheden en de aanbestedende overheid die belast is van de plaatsingsprocedure

Voor elke opdracht die op een gesloten raamovereenkomst gebaseerd is wordt gevraagd de hierboven lijst van de te vermelden element aan te vullen met de volgende bijkomende inlichtingen: de interne referentie of de referentie van de gunningsbeslissing van de raamovereenkomst en de opdrachtnemer.

In de bovenvermelde lijsten moet elke overheidsopdracht en raamovereenkomst in een van de volgende categorieën opgenomen worden:

- de overheidsopdrachten van beperkte waarde in de zin van artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Worden hier niet beoogd de overheidsopdrachten waarvan de geraamde waarde excl. BTW lager is dan 30.000 euro en waarvoor een beroep werd gedaan op een 'aankoopcentrale' in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten noch de overheidsopdracht gebaseerd op een gesloten raamovereenkomst.

- de overheidsopdrachten die werden geplaatst bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking in de zin van artikel 42 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, onder te verdelen per toepassingsgeval.
- de 'occasionele gezamenlijke overheidsopdrachten' in de zin van artikel 48 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.
- de raamovereenkomsten en de opdrachten die op een gesloten raamovereenkomsten gebaseerd zijn (zonder dat een beroep werd gedaan op een aankoopcentrale). Deze laatste opdrachten moeten gegroepeerd worden onder de toepasselijke raamovereenkomst (dit mag bv. In een Excel-tabel of gelijkwaardig).
- de andere overheidsopdrachten.

- De **lijst van overheidsopdrachten en raamovereenkomsten die werden gewijzigd tijdens het dienstjaar van de rekening** met vermelding van de volgende gegevens: de referentie van de toepasselijke akte, de verwijzing naar de akte m.b.t. de gunning en de wettelijke bepaling die de wijziging tijdens de uitvoering van de overheidsopdracht in kwestie rechtvaardigt (motivering in rechte). In de mate van het mogelijke moet een historiek geboden worden van de verschillende wijzigingsbeslissingen tijdens de uitvoering, gegroepeerd per overheidsopdracht en/of raamovereenkomst.
- De **lijst van overheidsopdrachten waarvoor een beroep werd gedaan op een 'aankoopcentrale'** in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, met vermelding van de referentie van de desbetreffende akten, gegroepeerd per aankoopcentrale.
- Tot slot wordt een **lijst gevraagd van de opdrachten die vallen onder een uitsluiting beoogd in artikelen 28 t.e.m. 34 van de wet van 17 juni 2016** inzake overheidsopdrachten, met vermelding van de referentie van de desbetreffende akten, onder te verdelen per toepassingsgeval.

De voormelde lijsten evenals desgevallend een kopie van de bovenvermelde akten en hun bijlagen of de volledige dossiers in verband met deze akten zullen slechts op aanvraag doorgegeven moeten worden.

Voor het leveren van bovenstaande informatie zal de gewestelijke administratie een algemene tabel leveren die de gemeente vrij kan gebruiken en haar zal toelaten om de gevraagde informatie beter te kunnen structureren. Daarnaast kan de gemeente vertrekken van de informatie (de inventaris van de overheidsopdrachten die in de loop van het voorgaande jaar werden gesloten, met vermelding van de aanbesteder en van het vastgelegde bedrag, evenals de aparte inventaris de studies in de loop van het voorgaande jaar verricht voor de gemeente) die ze publiekelijk ter beschikking heeft gesteld op een website in toepassing van artikel 6, 4°, van gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019, aangevuld door de gewestelijke omzendbrief van 16 december 2021 die de nadere regels verduidelijkt van de publicatie in open data van de inventarissen van overheidsopdrachten en van subsidies van de Brusselse overheden zoals beoogd door het voormeld gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019.

Het is de gemeente eveneens toegelaten bij deze inventarissen bijkomende tabellen en kolommen te voorzien met de hoger gevraagde informatie en in haar antwoord te verwijzen naar het internetadres waar deze informatie vrij te raadplegen is.

III. Thematische vragen

- Overeenkomstig artikel 234bis van de Nieuwe Gemeentewet mogen **de voorwaarden van een overheidsopdracht of van een concessieovereenkomst** vastgesteld door de gemeenteraad en het voorwerp uitmakend van een plaatsingsprocedure die de mogelijkheid inhoudt een of meerdere onderhandelingsfases of een dialoog te voeren, door het college van burgemeester en schepenen **gewijzigd** worden **tijdens** de met de economische operatoren gevoerde **onderhandelingen of dialoog**. Op zijn eerstvolgende vergadering wordt de gemeenteraad in kennis gesteld van de beslissing van het college van burgemeester en schepenen.

Welke controlemechanismen werden ingevoerd binnen de gemeente om het respect voor de bepalingen van dit artikel te verzekeren?

- Overeenkomstig artikel 236, § 4, van de Nieuwe Gemeentewet **kan het college** van burgemeester en schepenen **zijn bevoegdheid** bedoeld in paragraaf 3 van ditzelfde artikel (**de uitvoering op te volgen en alle beslissingen die met het oog op de uitvoering nodig zijn te nemen**, behalve de bevoegdheid voor het wijzigen van de overheidsopdracht of van de concessieovereenkomst in uitvoering) aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar **overdragen**. Het college van burgemeester en schepenen wordt elk kwartaal in kennis gesteld van de beslissingen die in het kader van die overdracht genomen worden.

Wordt er binnen de gemeente gebruik gemaakt van deze mogelijkheid tot delegatie aan de gemeentesecretaris of aan een andere bij naam aangewezen ambtenaar? Zo ja, hoe wordt deze bepaling in de praktijk toegepast om de opvolging van de gemeentelijke overheidsopdrachten te faciliteren?

Is er daarbij sprake van een algemene delegatie voor de uitvoering van alle overheidsopdrachten en/of wordt er delegatiebeslissing genomen voor de uitvoering van specifieke overheidsopdrachten?

- De **overheidsopdrachten van beperkte waarde** (waarvan de geraamde waarde lager is dan 30.000 euro, excl. btw) zijn aan weinig formele regels onderhevig in de wetgeving (zie artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 en artikel 124 van het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017). Niettemin dient de **mededingingsplicht** gerespecteerd te worden en dient het bewijs hiervan te kunnen geleverd worden.

Wat is de gevolgde methode binnen de gemeente?

Welke formele interne richtlijnen werden er uitgevaardigd?

- Welke zijn de aankoopcentrales (die actief waren tijdens het gecontroleerde dienstjaar) in de zin van artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten waarbij de gemeente zich heeft aangesloten ?

Voor elke aankoopcentrale dient de gemeente de volgende elementen te vermelden: de naam van de aankoopcentrale en de referentie van de uitdrukkelijke beslissing tot aansluiting.

Voor welke overheidsopdrachten en/of raamovereenkomsten, inclusief de op deze raamovereenkomsten gebaseerde overheidsopdrachten heeft de gemeente tijdens het gecontroleerde dienstjaar een beroep gedaan op een 'aankoopcentrale'?

De gemeente dient hiervan een samenvattende lijst per aankoopcentrale door te geven, aangevuld met de volgende elementen: voorwerp van de (overheids-)opdracht of van de raamovereenkomst, referentie, geldigheidsperiode, eventuele beperkingen per aanbesteder (waarde/hoeveelheden) die door de aankoopcentrale aangekondigd werden.

- Hoe is – wanneer van toepassing - het beheer van de borgtochten, die gesteld worden binnen het kader van de uitvoering van de overheidsopdrachten, georganiseerd binnen de gemeente?

Wat zijn de specifieke instructies ter zake en wie staat in voor de vrijgave van de borgtocht?

Artikel 25 i.v.m. de borgtocht van het bovenvermelde koninklijk besluit 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten:

- De borgtocht is facultatief voor de aanbesteder, behalve voor overheidsopdrachten en raamovereenkomsten waarvan het bedrag van de gunning minder dan 50 000 euro, excl. btw, bedraagt waarvoor deze niet mag geëist worden. Bovendien, alleen indien de aanbesteder een borgtocht eist overeenkomstig artikel 25, zijn ook de artikelen 26 tot en met 33 van voormeld koninklijk besluit van toepassing.
- De geëiste borgtocht mag voortaan minder dan 5% van de waarde van de opdracht bedragen, zonder dat dit een afwijking van de algemene uitvoeringsregels vormt; hiertoe volstaat een bepaling in die zin in het bestek.
- Bij raamovereenkomsten, wanneer de aanbesteder in het bestek voorziet in een globale borgtocht voor de raamovereenkomst, wordt het bedrag van de globale borgtocht in beginsel vastgesteld op 3% van het geraamde bedrag van de raamovereenkomst, maar mits een daartoe strekkende bepaling in het bestek kan een lager percentage vastgesteld worden.

Artikel 33 van het voormelde koninklijk besluit 14 januari 2013:

- Door de aanvaarding van de voorlopige en/of definitieve oplevering moet de aanbesteder borgtocht voor de helft of volledig vrijgeven overeenkomstig de artikelen 93, 133, 144 en 158, zonder dat een verzoek tot vrijgave ervan door de opdrachtnemer nodig is.

Daarnaast, overeenkomstig artikel 33/1 van het voornoemde koninklijk besluit van 14 januari 2013, moeten de aanbesteders in een afzonderlijk elektronisch formulier de velden invullen met betrekking tot de borgtocht, waarin zij aangeven of een borgtocht vereist was en voor welk bedrag. Dit formulier moet worden ingevuld naar aanleiding van de in de artikelen 62, eerste lid, en 143, § 1, eerste lid, van de wet bedoelde aankondiging van gegunde opdracht, dan wel naar aanleiding van de in de artikelen 62, tweede lid, en 143, § 1, tweede lid, van de wet bedoelde vereenvoudigde aankondiging van gegunde opdracht.

Wordt deze verplichting systematisch nageleefd door de gemeente?

Tot slot, is de gemeente vertrouwd met de applicatie e-DEPO van de FOD Financiën? In desbetreffend geval, hoe zijn de rollen voor het gebruik van deze applicatie in de gemeente toebedeeld?

- Zoals uiteengezet in de bijlage C5 bij de omzendbrief betreffende de afsluiting van de gemeenterekeningen voor het dienstjaar 2024 is sinds 1 maart 2024, de **elektronische facturatie**, behoudens de wettelijke uitzonderingen, **verplicht** voor de overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten waarvan de geraamde waarde hoger is dan 3000 euro, exclusief btw en waarvan de uitnodiging tot indiening van een offerte vanaf die datum wordt verzonden of waarvan de bestelling vanaf die datum wordt verzonden, bij gebreke aan uitnodiging tot indiening van een offerte, overeenkomstig het koninklijk besluit van 4 september 2023 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van het koninklijk besluit van 9 maart 2022 tot vaststelling van de modaliteiten aangaande de verplichting voor de ondernemers op het gebied van de elektronische facturering in het kader van overheidsopdrachten en concessieovereenkomsten (Belgisch Staatsblad van 21 september 2023).

In voorkomend geval, welke moeilijkheden heeft de gemeente ondervonden of blijft zij ondervinden om elektronische facturen te verwerken?

- In de voormelde bijlage C5 werd reeds uitvoerig verwezen naar de wet van 22 december 2023 tot wijziging van de regelgeving inzake overheidsopdrachten teneinde de toegang van kmo's tot die opdrachten te bevorderen (Belgisch Staatsblad van 8 januari 2024). Deze wet heeft een **aantal maatregelen ingevoerd ten gunste van kmo's** in de overheidsopdrachtenreglementering, namelijk de mogelijkheid en in sommige gevallen de verplichting tot het toekennen van **voorschotten**, het mededelen van de **voorlopige plaats in het klassement** onmiddellijk na de opening van de offertes en het toekennen van een **biedvergoeding** onder bepaalde voorwaarden. Deze bepalingen zijn terug te vinden in de artikelen 12/1 t.e.m. 12/8 (voorschotten), 12/9 (biedvergoeding) en artikel 13 (mededelen plaats in het klassement) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten.

Daarnaast werd om de Belgische wetgeving aan de Europese normen te conformeren met het oog op betere toegang voor KMO's wegens snellere betaling middels het koninklijk besluit van 12 augustus 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, wat de betalingsregels betreft, in het voormelde koninklijk besluit van 14 januari 2013 met ingang van 1 januari 2025 één enkele 'behandelingstermijn' van **30 dagen** waarbinnen het

nazicht en de betaling moeten plaatsvinden (zie Belgisch Staatsblad van 16 september 2024) ingevoerd. Te dien einde werden de bepalingen van artikelen 95, 127 en 160 van het voormelde koninklijk besluit van 14 januari 2013 (respectievelijk betreffende de overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten) aangepast.

Worden deze bepalingen ter bevordering van de deelname van KMO's aan overheidsopdrachten systematisch door de gemeente nageleefd?

Welke specifieke bepalingen heeft de gemeente opgenomen in de opdrachtdocumenten om, in voorkomend geval, de kmo-status van de gekozen inschrijver te kunnen bepalen?

Wordt het verplichte elektronisch formulier betreffende de toekenning van voorschotten en de biedvergoeding en de toepassing van de behandelingstermijn of niet systematisch ingevuld wanneer de aanbesteder naargelang het geval een (vereenvoudigde) aankondiging van gegunde opdracht bekendmaakt (zie respectievelijk art. 12/7, art. 12/9 en art. 66/1 van de bovenvermelde wet van 17 juni 2016)?

In welke overheidsopdrachten van de gemeente die gegund werden tijdens het boekjaar werd een biedvergoeding toegekend en hoe werd de hoogte ervan door de gemeente bepaald?

Welke problemen ondervindt de gemeente bij de toepassing van deze nieuwe bepalingen?

- **Bij laattijdige betalingen** heeft de opdrachtnemer overeenkomstig artikel 69, § 1, van het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een intrest naar rato van het aantal dagen overschrijding (i.e. voor de overheidsopdrachten gesloten vanaf 16 maart 2013). Daarnaast heeft de opdrachtnemer, als er een dergelijke intrest voor laattijdige betaling dient betaald te worden, overeenkomstig paragraaf 2 van hetzelfde artikel van rechtswege en zonder ingebrekestelling recht op de betaling van een forfaitaire vergoeding van veertig euro voor invorderingskosten.

Worden deze vergoedingen steeds betaald (intrest + forfaitaire vergoeding) in het geval van een laattijdige betaling?

Zijn er specifieke consignes t.a.v. de interne diensten om dergelijke situaties te vermijden?

- Zoals reeds vermeld in de voornoemde bijlage C5 heeft de wet van 8 februari 2023 tot wijziging van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en de wet van 17 juni 2016 betreffende de concessieovereenkomsten met betrekking tot **bestuur** (zie Belgisch Staatsblad van 16 februari 2023) de regels inzake bestuur gewijzigd om de monitoring en de inzameling van de gegevens inzake overheidsopdrachten, voornamelijk betreffende de overheidsopdrachten onder de drempels voor Europese bekendmaking, te vergemakkelijken. De maatregelen van deze wet werden verder aangevuld door het koninklijk besluit van 13 augustus 2023 inzake het bestuur van overheidsopdrachten en concessies en tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en het koninklijk besluit van 18 juni 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de speciale sectoren (zie Belgisch Staatsblad van 22 augustus 2023).

Door deze wet werd het **gebruik van elektronische communicatiemiddelen** in alle fasen van de plaatsingsprocedure eveneens verplicht voor overheidsopdrachten die worden geplaatst door middel van onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking of oproep tot mededinging en waarvan de geraamde waarde lager is dan de drempel voor de Europese bekendmaking met uitzondering van de opdrachten van beperkte waarde.

Daarnaast werd voor overheidsopdrachten en raamovereenkomsten waarvan de geraamde waarde lager is dan de drempels voor de Europese bekendmaking, met uitzondering van de opdrachten van beperkte waarde, de bekendmaking van een **vereenvoudigde aankondiging van gegunde opdracht** opgelegd. Deze aankondiging bevat de resultaten van de plaatsingsprocedure van deze overheidsopdrachten en raamovereenkomsten en wordt binnen de 30 dagen na de sluiting ervan doorgestuurd.

Bovendien, door deze wet zijn de aanbestedende overheden **sinds 1 januari 2025** onderworpen aan de **verplichting** om elk jaar ten laatste op 15 februari aan het referentiepunt bedoeld in artikel 163, § 2, van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten een **aangifte** toe te sturen die betrekking heeft op twee soorten informatie:

- in toepassing van de artikelen 62, § 3, en 143, § 2, tweede lid, van de voornoemde wet van 17 juni 2016: de **totale waarde van de opdrachten die tijdens het voorafgaande jaar** werden gegund op basis van raamovereenkomsten gesloten overeenkomstig artikel 43 van deze wet;
- in toepassing van de artikelen 92, eerste lid, 3°, 162, eerste lid, 3°, en 165, § 2, van de voornoemde wet van 17 juni 2016: de **totale waarde van de opdrachten van beperkte waarde**, met uitzondering van de opdrachten waarvan de waarde van het bedrag van de gunning minder dan 3.000 euro, exclusief btw, bedraagt, die zij tijdens het voorafgaande jaar hebben gesloten.

Voor elke soort informatie wordt een opsplitsing doorgevoerd per begunstigde onderneming naargelang het gaat om opdrachten voor werken, leveringen of diensten.

Belangrijk: alleen **inkopers met de rol van datarapporteur** op dit platform ontvangen in de periode van 1 januari tot 15 februari een e-mail en maximaal drie herinneringen (afhankelijk van het geval) met de uitnodiging om het rapport met de bovengenoemde informatie voor hun organisatie in te vullen en af te ronden. Voor aanbestedende overheden die nog geen datarapporteur binnen hun organisatie hebben aangesteld, is door de voormelde FOD een herinnering met betrekking tot deze aanstellingsverplichting naar hun **organisatiebeheerder** gestuurd.

Welke interne richtlijnen zijn van toepassing om ervoor te zorgen dat de hoger vermelde verplichtingen inzake het gebruik van elektronische middelen in alle fasen van de plaatsingsprocedure gerespecteerd worden?

Hoe gebeurt de controle op de verplichtingen tot bekendmaking van (vereenvoudigde) aankondiging van gegunde opdracht voor overheidsopdrachten en raamovereenkomsten, evenals de bekendmaking van de aankondiging van de beslissing van niet-gunning in geval van niet-gunning of de niet-sluiting van de opdracht via het model tot

(vereenvoudigde) aankondiging van gegunde opdracht of het geval waarin de aanbesteder de procedure via wil herbeginnen, binnen de gemeente?

Wanneer heeft het lokaal bestuur een datarapporteur aangewezen binnen de organisatie?

Wat is de referentie van de beslissing die ter zake genomen werd? Indien deze aanduiding nog niet zou gebeurd zijn, is het van plan dit te doen?

Daarnaast wordt gevraagd dat een kopie van de hoger vermelde aangifte i.v.m. de totale waarde van de opdrachten die tijdens het voorafgaande jaar werden gegund op basis van raamovereenkomsten ende totale waarde van de opdrachten van beperkte waarde die (tegen ten laatste 15 februari 2025) bezorgd werd door de datarapporteur aan het Aanspreekpunt bij onderhavig antwoord gevoegd wordt.

- Overeenkomstig artikel 263undecies van de Nieuwe Gemeentewet staan de gemeenten in voor de **interne controle** op hun activiteiten.

Hoe is dit concreet binnen het lokaal bestuur georganiseerd?

Gelieve de volledige referentie vermelden van de beslissing waarbij de gemeenteraad het algemeen kader van het interne controlesysteem goedkeurt.

Welke specifieke maatregelen worden binnen dit controlesysteem genomen om het naleven van de wetten en procedures inzake overheidsopdrachten en de betaling ervan te garanderen?

Welke veranderingen of evoluties hebben ter zake plaatsgevonden tijdens het voorbije dienstjaar?

Als de gemeente reeds een antwoord heeft geboden op de bovenvermelde vragen n.a.v. het antwoord op bijlage C5 van de vorige rekening mag zij haar antwoord beperken tot deze laatste vraag.

- Tot slot, in het kader van de **professionalisering van de functie van openbare aankoper** en gelet op de voortdurende wettelijke en jurisprudentiële evoluties ter zake, welke initiatieven neemt de gemeente inzake opleiding en vorming om de permanente bijscholing van de personeelsleden die belast zijn met overheidsopdrachten te verzekeren?